

Le mai 68 des footballeurs français

Alfred Wahl

Abstract

The French soccer players' May'68, Alfred Wahl.

Is soccer a closed world ? Far from it, as shown by the May 1968 protest movement. Under the auspices of a group of protesting journalists belonging to *Miroir du Football*, a handful of players occupied the premises of the all-powerful French Football Federation, with demands concerning the status of soccer players, the organizational structures and the very concept of the game. By thus shaking a rigid edifice, the " May of soccer players " had a non-negligible impact.

Citer ce document / Cite this document :

Wahl Alfred. Le mai 68 des footballeurs français. In: Vingtème Siècle, revue d'histoire, n°26, avril-juin 1990. Le football, sport du siècle. pp. 73-82;

doi : <https://doi.org/10.3406/xxs.1990.2971>

https://www.persee.fr/doc/xxs_0294-1759_1990_num_26_1_2971

Fichier pdf généré le 27/03/2018

LE MAI 68 DES FOOTBALLEURS FRANÇAIS

Alfred Wahl

Immergé dans les sphères sociale, politique et culturelle de son temps, le football ne constitue nullement un champ clos isolé : en témoignent notamment les mouvements de contestation qui l'agitèrent en mai 1968. D'une certaine façon, par ses modalités et par les aspirations qu'il révéla, le « Mai des footballeurs » se trouve même au carrefour du mouvement étudiant et du mouvement syndical.

Au début de la troisième semaine de mai, la vague de contestation des pouvoirs établis s'étend désormais aux organisations, institutions et associations d'envergure plus réduite ou habituellement absentes du champ des revendications publiques. C'est ainsi que, le 21 mai, les bureaux de l'Ordre des médecins sont occupés, de même que ceux de l'Ordre des architectes et même de la Société des gens de lettres, au nom du rejet de tous ceux qui détiennent un pouvoir¹. De là à penser que la vague

atteindrait les associations sportives, il y a loin. Le sport ne vit-il pas en marge de l'activité habituelle des hommes ? N'est-il pas une activité à part, épargnée par les conflits qui traversent la société ? Ce mythe avait largement cours. Dans leur grande majorité, les sportifs eux-mêmes y souscrivaient et l'avaient parfaitement intégré. La plupart des dirigeants s'efforcent de le pérenniser, sans susciter le moindre doute auprès des pratiquants.

○ L'OCCUPATION DES LOCAUX DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE FOOTBALL

Faut-il s'étonner, dans ces conditions, si les journalistes de *France-Football* sont « surpris, amusés et un peu sceptiques » lorsqu'ils apprennent par des dépêches de l'AFP qu'il se passe quelque chose au siège de la Fédération française de football, avenue d'Iéna, au matin du 22 mai² ? Il s'y déroule une action de type déjà classique en ce mois de mai : une centaine de joueurs selon l'AFP, une quarantaine selon la Fédération ou quelques dizaines pour le *Parisien libéré*³ se sont présentés vers 8 heures au 60b, avenue d'Iéna, pour occuper les locaux. Au fur et à mesure de leur arrivée, les employés, au nombre d'une trentaine environ, ont été rassemblés dans une salle de l'immeuble. Par contre, Pierre Delaunay, le secrétaire général,

1. Pour la chronologie du Mouvement de mai, voir Laurent Joffrin, *Mai 68. Histoire des événements*, Paris, Le Seuil, 1988 ; l'ouvrage comporte aussi une bibliographie classée par thèmes et commentée, avec notamment une trentaine de titres portant sur les interprétations. Les titres les plus récents sont répertoriés par Antoine Prost, « Quoi de neuf sur le mai français », *Le Mouvement social*, avril-juin 1988, p. 91-97. Ajoutons la synthèse des interprétations de J.-J. Becker, *Histoire politique de la France depuis 1945*, Paris, A. Colin, 1988, qui résume l'étude de P. Bénétou et J. Touchard « Les interprétations de la crise de mai-juin 1968 », *Revue française de science politique*, juin 1970.

2. *France-Football*, 11 mai 1968.

3. 24 mai 1968.

et Georges Boulogne, l'instructeur national, ont été isolés dans un bureau et retenus. Les manifestants ont ensuite barricadé l'entrée après avoir déployé un drapeau rouge au milieu de la façade, au-dessus de deux banderoles dont l'une proclame : « Le football aux footballeurs » et l'autre : « La Fédération, propriété des 600 000 footballeurs ». Des joueurs distribuent des tracts le long de l'avenue d'Iéna. On reconnaît là les méthodes d'action inventées par le mouvement étudiant et qui ont déjà fait tache d'huile.

L'occupation dure jusqu'au 27 mai au matin. Les manifestants quittent alors les lieux de leur plein gré, avant même le reflux du mouvement national. Comme s'ils se faisaient peu d'illusions à propos de leur action. Dès le début de l'occupation, les membres du personnel administratif ont protesté contre les atteintes portées à leur liberté de mouvement, soulignant notamment qu'ils étaient des salariés et non des responsables. Selon eux, l'occupation aurait dû avoir lieu un jour de réunion du bureau fédéral afin que les manifestants puissent s'en prendre aux vrais responsables de la Fédération. Le personnel est finalement autorisé à quitter les lieux au bout de quelques heures seulement. Mais Georges Boulogne et Pierre Delaunay sont contraints d'attendre le milieu de l'après-midi pour recouvrer leur liberté...

La quasi-totalité du groupe de joueurs contestataires appartenait à des clubs amateurs de la région parisienne. Ils ont manifestement été réunis par un noyau instigateur du mouvement, composé de François Thébaud, Francis Le Goulven, Ragonneau et Norval, c'est-à-dire l'équipe rédactionnelle du mensuel sportif le *Miroir du football*, tous licenciés à la Fédération en tant que joueurs. Dans le groupe figurent aussi les deux joueurs professionnels du Red Star, André Mérelle et Michel Oriot. Il apparaît donc qu'il existe une liaison directe entre le *Miroir du football* et le Mai des footballeurs. Au sein de la presse du football, cet organe occupe alors une place originale par son

caractère engagé. Il a été lancé en 1960 par *Miroir-Sprint*, l'hebdomadaire sportif situé dans la mouvance de la presse communiste. Maurice Vidal dirige les deux périodiques. Le *Miroir du football* conteste les grands principes et les options de la direction du football français dans le cadre d'une critique générale de la société¹.

○ CONTESTATION ET REVENDICATIONS

Ainsi, si le manifeste distribué le jour même de l'invasion du siège de la Fédération s'intitule « Le football aux footballeurs », un sous-titre précise : « Le tract-programme du comité d'action des footballeurs »². Le contenu de ce document aide à cerner les motivations, les idées et les objectifs des contestataires de la Fédération :

« Footballeurs appartenant à divers clubs de la région parisienne, nous avons décidé d'occuper aujourd'hui le siège de la Fédération Française de Football. Comme les ouvriers occupent leurs usines. Comme les étudiants occupent leurs Facultés.

Pourquoi ?

Pour rendre aux 600 000 footballeurs français et à leurs millions d'amis ce qui leur appartient : le football dont les pontifes de la Fédération les ont expropriés pour servir leurs intérêts égoïstes de profiteurs du sport.

Aux termes de l'article 1 des Statuts de la Fédération (Association sans buts lucratifs selon la Loi), les pontifes de la Fédération s'engageaient à travailler au « développement du football ». Nous les accusons d'avoir travaillé contre le Football et d'avoir accéléré sa dégradation en le soumettant à la tutelle d'un Gouvernement naturellement hostile au sport populaire par essence.

1. Ils ont accepté de limiter à huit mois la saison de football et d'interdire sa pratique au moment le plus favorable de l'année, en tolérant : la fermeture des stades, le refus des billets collectifs pour les déplacements, et le refus des garanties d'assurances-accidents durant la période « interdite ».

2. Ils n'ont rien fait pour empêcher la suppression de nombreux terrains de football et pour exiger la création de nouveaux. Ce qui place des centaines de milliers de jeunes dans l'impossibilité de pratiquer leur sport. Ils n'ont rien fait non plus pour permettre aux scolaires de pratiquer le football en salle.

3. Ils viennent de créer la Licence B qui, en interdisant pratiquement les changements de clubs sauf au profit

1. F. Thébaud, *Le temps du « Miroir »*. Une autre idée du football et du journalisme, Paris, Albatros, 1982, résume le combat mené par cet hebdomadaire sportif contre la direction et les techniciens du football.

2. *Ibid.*, p. 187-188.

des grands clubs, constitue une atteinte intolérable à la liberté des joueurs et aux intérêts des petits clubs.

4. *Par la voix de Dugauguez, ils ont insulté tous les footballeurs français* dans leurs aptitudes physiques, techniques et intellectuelles.

5. *Ils bafouent la dignité humaine des meilleurs footballeurs d'entre nous*, les professionnels, en maintenant le contrat esclavagiste dénoncé par Kopa et dont l'illégalité a été reconnue, il y a un an, par Sadoul, le Président du Groupement des dirigeants.

6. *Ils concentrent sans vergogne aux mains d'une infime minorité les substantiels profits* que nous leur procurons par nos cotisations et par les recettes sur lesquelles ils prélèvent des pourcentages quand ils ne se les approprient pas intégralement. Chiarisoli, Président de la Fédération, Sadoul, Président du Groupement, dissimulent des appointements illégaux sous des chapitres budgétaires qui échappent au contrôle des sportifs. Boulogne, chef de la Mafia des entraîneurs, réserve à ses amis les postes les mieux rétribués (1 million par mois et plus). Dugauguez, qui affirmait être directeur à plein temps de l'Équipe de France (600 000 francs par mois), a conservé ses postes de directeur commercial des Draperies Sedanaises et d'entraîneur de Sedan. Et le bouquet de ce feu d'artifice est tiré par Pierre Delaunay qui doit son poste de secrétaire général de la Fédération à l'hérédité (comme un vulgaire Louis XVI), car il a été nommé au titre de fils de son père, titulaire précédent de la fonction !

C'est pour mettre fin à ces incroyables pratiques que nous occupons la propriété des 600 000 footballeurs français, qui était devenue le bastion des ennemis et des exploités du football.

Maintenant, à vous de jouer, footballeurs, entraîneurs, dirigeants de petits clubs, amis innombrables et passionnés du football, étudiants, ouvriers, pour conserver la propriété de votre sport, en venant nous rejoindre pour :

EXIGER LA SUPPRESSION :

de la limitation arbitraire de la saison de football de la licence B

du contrat esclavagiste des joueurs professionnels ;

EXIGER LA DESTITUTION IMMÉDIATE

(par voie de référendum des 600 000 footballeurs, contrôlé par les footballeurs)

des profiteurs du football

et des insulteurs de footballeurs.

Libérer le Football de la Tutelle de l'argent des pseudo-mécènes incompetents qui sont à l'origine du pourrissement du football. En exigeant de l'Etat les subventions qu'il accorde à tous les autres sports et que les pontifes de la Fédération n'ont jamais réclamées.

Pour que le Football reste votre propriété, nous vous appelons à *vous rendre sans délai* devant le siège de la Fédération, redevenu *notre maison*, 60, avenue d'Iéna à Paris.

Tous unis nous ferons à nouveau du Football ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : le sport de la joie, le sport du monde de demain que tous les travailleurs ont commencé à construire.

TOUS, 60, AVENUE D'IÉNA !

Le Comité d'Action des Footballeurs »

Le préambule et le texte expriment à la fois une contestation et des revendications explicites par le biais d'un langage de lutte des classes. Cette double tonalité atteste de la volonté des footballeurs de coller simultanément au mouvement étudiant et à celui, différent, du monde du travail. Ainsi, l'action menée se veut en accord avec la lutte révolutionnaire des travailleurs avec lesquels les manifestants partagent la croyance en un monde meilleur qui se trouve au bout de leur action.

Les manifestants ont pris soin de se placer sur le terrain de la contestation universitaire. On retrouve bien l'esprit de Mai dans le langage des attaques dirigées contre les notables de la Fédération, mais le terme de pontife est substitué à celui de mandarin. Quelques-uns même sont nommément désignés : Antoine Chiarisoli, président en exercice, Jean Sadoul, président du Groupement des clubs autorisés, ainsi que Pierre Delaunay qui focalise une animosité particulièrement exacerbée parce qu'il incarne un type de pouvoir insupportable pour les contestataires : il a succédé au poste de secrétaire général de la Fédération à son père Henri, décédé en 1955¹. Tous sont accusés de profiter matériellement de leur fonction. Les « enragés de mai » proposent de destituer les chefs au moyen d'un référendum des 600 000 joueurs, ce qui est pour le moins préjuger de leur attitude. Deux autres personnalités sont l'objet de la contestation : Louis Dugauguez, l'entraîneur de l'équipe nationale, et Georges Boulogne, l'instructeur national et à ce titre détenteur d'un pouvoir

1. La Fédération française de football a été fondée en avril 1919 par la fusion de fédérations concurrentes. Le Groupement des clubs autorisés est une émanation de la Fédération. Il a été fondé en 1945 et regroupe les clubs autorisés à utiliser des joueurs professionnels, c'est-à-dire les clubs de première et de seconde division. Le GCA jouit d'une autonomie grandissante, en dépit de la réaction de la FFF.

considérable sur la conception du jeu. La mise en question de ces deux personnalités et de leur rôle est encore, comme on le verra, d'une autre nature.

Le tract-programme comporte aussi des revendications précises, de même type que celles formulées par le mouvement syndical sur d'autres terrains. Les contestataires politisent d'entrée leur action en soulignant la collusion des dirigeants du football avec le pouvoir politique : « Un gouvernement naturellement hostile au sport populaire par essence ». Une preuve est avancée : en 1961, Maurice Herzog, chargé des sports dans le gouvernement Debré, avait imposé l'interruption des rencontres de football durant la saison estivale afin de favoriser la pratique d'autres sports et notamment de l'athlétisme. Les contestataires y voient la preuve que le gouvernement gaulliste ne voulait pas de bien au football et cette mesure avait été considérée dès le début par les footballeurs de gauche comme typiquement antipopulaire. Les dirigeants de la Fédération sont accusés d'être trop liés au pouvoir par des affinités de classe, ce qui leur aurait interdit toute réaction sérieuse depuis 1961.

Les contestataires suggèrent finalement l'idée que les joueurs, issus du peuple, ont été dépossédés de leurs droits au profit d'un groupe de grands bourgeois. Il convient donc de les récupérer et de gérer directement la Fédération. Mérelle et Oriot, commentant le tract-programme, soulignent leur volonté de démocratiser le football par le rejet de l'emprise des mécènes qui accaparent le pouvoir grâce à l'argent :

« On devrait renoncer au président mécène et même aux subventions municipales. Des subventions d'Etat, au prorata des licenciés et en fonction de l'activité du club, devraient être allouées. Dès lors, les dirigeants seraient élus, l'argent ne serait plus le critère, mais la compétence réelle. Dans ces conditions, il n'est pas interdit de penser que certains joueurs pourraient également participer à la direction du club »¹.

1. *France-Football*, 11 juin 1968.

Aux yeux des contestataires, les dirigeants ont pris des décisions liberticides : ainsi l'instauration de la licence B qui visait à empêcher les changements de club trop fréquents, le plus souvent motivés, il est vrai, par la promesse de gratifications financières occultes ; assainissement des mœurs du football pour les uns, tyrannie intolérable pour les autres². Les révoltés de Mai prennent aussi en charge les intérêts des professionnels liés à leur club par le très fameux « contrat esclavagiste »³. Celui-ci avait été, en 1963, l'objet d'une dénonciation retentissante par Raymond Kopa dans l'hebdomadaire à sensation *France-Dimanche*⁴. A cette date, l'Union nationale des footballeurs professionnels, véritable syndicat des joueurs, existait depuis deux ans. Timidement, elle réclamait une modification du statut au profit d'un contrat à temps. Devenu président du Groupement, Jean Sadoul a reconnu en 1967 que le contrat était illégal, puisque contraire à la législation sociale française.

○ QUEL FOOTBALL ?

Au total, les exigences à caractère spontané, typiques du vaste Mouvement anti-autoritaire de mai, se marient ici avec des revendications plus concrètes et plus classiques. Par sa pratique et par ses revendications, le « Mai des footballeurs » constitue une sorte de synthèse des deux grandes tendances qui se sont alors exprimées dans le corps social. Et c'est à la fois le mode de fonctionnement et le mode d'organisation du football qui sont ainsi mis en question. En outre, la personnalité des instigateurs

2. Le joueur ayant changé de club devait recevoir une licence B qui lui interdirait de jouer dans l'équipe première de son nouveau club.

3. En signant un contrat pro, le joueur s'engage dans un club jusqu'à l'âge de 35 ans. Durant sa carrière, il est lié aux dirigeants qui peuvent le vendre comme une marchandise, au plus offrant, sans même le consulter. Dans la pratique, les modalités sont plus complexes et laissent au joueur divers droits et libertés dont il peut user d'autant plus aisément qu'il est très convoité.

4. Voir, à ce propos, A. Wahl, « Une vedette, un mythe, Raymond Kopa », *Sport-Histoire*, 2, 1988.

effectifs du mouvement de contestation, à savoir l'équipe de journalistes du *Miroir du football*, indique qu'à côté des exigences formulées dans le tract-programme il en est d'autres, tout aussi fondamentales. La vigueur des attaques contre deux personnalités symboles, Louis Dugauguez et Georges Boulogne, atteste que c'est la finalité même de la pratique du jeu qui est ainsi mise en question. Le premier subit des attaques parce qu'il a « insulté » les footballeurs français accusés d'être inférieurs sur tous les plans aux étrangers. Sur ce point, le second partage un point de vue identique. Tous les deux passent pour avoir un tempérament autoritaire. C'est Georges Boulogne qui formalise progressivement les conceptions globales de ce qu'il appelle le football moderne¹. L'objectif central consiste à rechercher l'adaptation de la pratique du jeu français aux règles de fonctionnement de l'économie moderne et à la compétition internationale en ce domaine ; ce qui suppose une véritable révolution. Le football doit cesser d'être une « activité ludique » pour devenir une « activité éducative ». Boulogne entend par là que le football n'est plus une simple distraction, ni un jeu, c'est-à-dire un moyen de se détendre agréablement, où le pratiquant recherche avant tout le plaisir. Désormais méthode éducative, le football doit se caractériser davantage par la rigueur ; il est apprentissage de la discipline. Par l'engagement physique et moral enfin, il doit préparer la jeunesse française à affronter la concurrence sociale. Boulogne calque sur le football les concepts qui ont cours dans la pensée économique du temps et qui s'appellent croissance, industrialisation, performance, etc. Il voit le football comme un moyen de préparer la France à se mesurer avec des atouts améliorés à la lutte économique internationale. Cette orientation conduit à renoncer au jeu improvisé, brillant,

fondé sur les initiatives individuelles et qui fut celui préconisé par Albert Batteux, à Rcims, et quelques autres techniciens. Il doit céder la place à un jeu plus rigoureux, plus axé sur la défense et donc moins spectaculaire. Le joueur en tout cas doit s'astreindre à plus de discipline sur le terrain.

Le *Miroir du football* conteste cette évolution depuis 1960. Ses rédacteurs soutiennent Albert Batteux, puis Just Fontaine, éphémère sélectionneur national en 1967. Ils polémiquent avec Boulogne, puis Dugauguez et avec leurs confrères de *L'Equipe* et de *France-Football*, qui expliquent que le football de Batteux et de Kopa est désormais dépassé. Deux conceptions de la pratique du football se trouvent ainsi face à face. Elles recouvrent en réalité des enjeux plus vastes qui s'inscrivent dans ceux du mouvement global de mai 1968. Les contestataires de l'avenue d'Iéna expriment une réaction contre l'accélération des mutations des années 1960, un refus spontané des nouvelles règles, des nouveaux rythmes et impératifs. Ils véhiculent la nostalgie d'une époque d'ailleurs largement idéalisée où les performances auraient eu un caractère moins contraignant. Le parallélisme avec le rejet exprimé par les étudiants et les ouvriers de la société de consommation et de la société industrielle est frappant. La contestation des footballeurs recèle aussi quelque chose de réactionnaire, au sens étymologique de ce terme.

Au total, le Mai des footballeurs n'a pas été seulement anti-autoritaire. La revendication exprimée n'est pas née dans et par le Mouvement, c'est-à-dire dans l'action ; elle avait préexisté. Les « enragés du football » étaient aussi l'expression d'un mouvement plus rationnel et instrumental. Faute de troupes, la mobilisation et l'action n'ont pas prédominé sur les objectifs et les revendications. Comme le mouvement ouvrier, celui des footballeurs a pris le train en marche. Relativement proche cependant de celui des étudiants par le rêve d'un football plus ludique, il l'était davantage de celui des

1. C'est après 1970 surtout, dans la revue *L'Entraîneur français*, mensuel encarté dans l'organe officiel de la Fédération, *France-Football officiel* que Boulogne exposera ses vues déjà élaborées auparavant.

ouvriers par les revendications catégorielles précises.

Au lendemain de l'invasion des locaux de la Fédération, Just Fontaine adhère au Mouvement, ainsi que J.-B. Doumeng, ancien président du Toulouse Football Club et ancien membre influent du Groupement. Tous les deux avaient été évincés de la direction de l'équipe de France l'année précédente sous la pression des tenants du football moderne. Le Comité d'action des footballeurs se transforme alors en Association française des footballeurs, régie par la loi de 1901, afin de concrétiser les objectifs publiés le 22 mai. Fontaine en assure la présidence. Elle propose la « reconstruction du football par les 600 000 joueurs, amateurs et professionnels :

« 1. Par la démission immédiate des responsables de la crise : Duguaguez, Boulogne, Sadoul et le Comité Directeur du Groupement, Chiarisoli et le Bureau de la Fédération.

« 2. Par la consultation immédiate des 600 000 joueurs licenciés de la FFF sous le contrôle du secrétariat d'Etat aux sports, portant sur les principaux points suivants :

a. priorité aux pratiquants, à tous les échelons de la direction du football, seul principe de nature à apporter un changement fondamental des structures ;

b. liberté complète des mutations à la fin de la saison pour les amateurs ;

c. création de nouveaux terrains et amélioration des installations existantes ;

d. resserrement des liens avec les scolaires et universitaires ;

e. formation des entraîneurs et arbitres dans un esprit nouveau ;

f. contrôle financier et sportif du professionnalisme par la FFF ;

g. application immédiate du contrat à temps pour les professionnels »¹.

L'Association, qui obtient l'appui de quelques pros connus comme Kopa, Douis ou Mekloufi, tente d'organiser une consultation des joueurs à propos du catalogue de

ses revendications. Mais les masses ne suivent pas, sauf peut-être en Bretagne où quelque 200 joueurs se réunissent à Saint-Brieuc. L'Association disparaîtra discrètement.

○ LA FORTERESSE FOOTBALL ÉBRANLÉE

Le « Mai des footballeurs » a duré quatre jours seulement. Ce temps très court a cependant suffi pour ébranler quelque peu l'édifice. Les nombreuses réactions l'attestent amplement et plus encore les conséquences immédiates et surtout celles survenues à plus long terme. Il convient d'abord d'élucider une ambiguïté significative. L'occupation du siège de la Fédération s'est déroulée selon le modèle de celle des Facultés ou de l'Odéon. Or les « meneurs » de l'action sur l'immeuble de l'avenue d'Iéna appartiennent à la rédaction du *Miroir du Football*. Ce comportement de type gauchiste des journalistes-joueurs pouvait-il agréer à la direction de l'hebdomadaire, c'est-à-dire en fin de compte au Parti communiste ? De fait, Maurice Vidal, le directeur du groupe de presse de *Miroir-Sprint* n'a guère apprécié cette opération spontanée réalisée sans le contrôle d'appareils organisés. Il a publiquement exprimé ses réserves « quant à la façon dont l'opération a été menée ». Comme sur les autres terrains, l'accord du Parti communiste n'existe que sur le catalogue des revendications de type classique et sur les méthodes d'action traditionnelles. Maurice Vidal n'a pas nourri d'illusions sur la possibilité de politiser le mouvement.

Par ailleurs, les intérêts des joueurs professionnels présents avenue d'Iéna le 22 mai, André Mérelle et Michel Oriot, ne recouvrent pas, à première vue, ceux des amateurs. Mérelle est titulaire d'une licence d'anglais et partage des idées progressistes. Il devient un moment une sorte de porte-drapeau du mouvement. Il se trouve en porte-à-faux par rapport à son syndicat, l'UNFP, présidé alors par Michel Hidalgo. Bruno Bollini, le vice-président, s'est bien rendu au siège de la Fédération pour approuver le mouvement

1. Daniel Watrin, *Les mystères du football français*, Paris, Albatros, 1980.

et notamment la proposition de référendum ; mais l'UNFP réclame surtout l'instauration d'un contrat librement consenti entre les dirigeants et les joueurs pros, dès la saison 1968-1969. Elle se hasarde aussi à lancer une journée de grève, par solidarité avec le monde du travail. Mais le projet ne reçoit pas de suite, car les championnats sont alors arrêtés.

La Fédération elle-même réagit le 23 mai pour condamner l'occupation de ses locaux. Elle s'efforce d'emblée de minorer l'événement en mettant l'accent à la fois sur la faiblesse numérique des protagonistes et sur la présence des journalistes du *Miroir du football* ; manière de disqualifier l'action, sans toutefois évoquer son éventuel caractère politique. Le communiqué rappelle aussi que les statuts de la Fédération ont un caractère démocratique. Enfin, une allusion est faite à la refonte en cours de ces statuts. Deux représentants du groupe qui l'année précédente avait suscité un mouvement de réforme, Fernand Sastre et Jean Tellez, se présentent le même jour avenue d'Iéna. D'abord refoulés, ils obtiennent finalement un rendez-vous pour l'après-midi. Mais comme ils reviennent en compagnie de Georges Boulogne, l'entreprise échoue, les contestataires refusant l'entrée des locaux à leur bête noire. Dans les jours et les semaines qui suivent, la Fédération continue, certes, de polémiquer avec les contestataires, ou avec Just Fontaine et son Association. Elle rappelle notamment ses protestations réitérées contre le décret Herzog ; mais elle s'efforce désormais de valoriser ses propres actions de réforme. En réalité, celles-ci étaient l'œuvre du groupe réuni autour de Fernand Sastre et comprenant notamment Tellez, Burlaz. Ils avaient agi en francs-tireurs avec pour objectif de secouer la « sclérose de la Fédération »¹. L'amélioration de la démocratie n'avait pas été leur but prioritaire, mais bien plutôt une plus grande coordination entre la Fédération et

le Groupement ; en un mot, la reprise en main du football par la première. Le Conseil national avait accepté la démarche dès le 27 janvier précédent. Quand survient mai 1968, le projet venait d'être soumis aux pouvoirs publics pour approbation. Dorénavant, le bureau de la Fédération insiste sur cette action en cours pour démontrer l'inutilité de la contestation extérieure. Ainsi, le projet prévoit que tout membre de la Fédération âgé de 18 ans puisse être désormais éligible au comité de son club. Sous la pression des événements, les dirigeants du football français paraissent désormais vouloir s'engager dans la voie des concessions.

Dirigée par Georges Boulogne, l'Amicale des éducateurs de football réunissant les entraîneurs publie un communiqué plus politique et sans concession, le 24 mai. Elle « proteste énergiquement contre le caractère politique et antidémocratique de cette occupation ». Le mouvement gauchiste, mais probablement aussi le Parti communiste sont ici visés. Boulogne avait été attaqué sévèrement à deux titres : comme membre en vue du groupe des notables de la Fédération, même si sa position y était en réalité marginale, et comme figure symbolique du football défensif et du football de combat. L'instructeur national prend le choc de plein fouet ; il est manifestement très affecté. N'avait-il pas lui-même poussé aux réformes en matière de formation ? N'avait-il pas souhaité un fonctionnement plus démocratique ? Tout cela bien avant 1968 ; au point de passer alors pour un contestataire. Comme bien d'autres personnalités, de l'université notamment, qui avaient exprimé des positions réformistes avant 1968 sans pour autant être épargnées par l'ouragan de Mai, Georges Boulogne adopte désormais une attitude d'hostilité décidée aux soixante-huitards. Dans un premier temps, il vole au secours de la réaction. Pour sa part, Louis Dugauguez admet que la contestation peut avoir du bon dès lors qu'elle conduit à l'accélération du processus de réforme des

1. Formule de Georges Boulogne (entretien, 1988).

structures. Comme beaucoup de personnalités contestées, il prend le train en marche et lance l'idée, à la fin du Mouvement, il est vrai, d'organiser des débats entre tous les partenaires concernés, y compris même les joueurs qu'il avait jusque-là eu tendance à considérer comme un maître autoritaire ses élèves¹.

Touchée par la grève, la presse sportive n'a pas pu réagir à chaud. Trois semaines après l'événement, elle tente déjà d'en dresser un bilan. *France-Football* approuve le mot d'ordre « le football aux footballeurs » avec toutes ses implications, mais regrette le caractère quelque peu dérisoire, voire ridicule, du coup de force du 22 mai². Jacques Ferran aurait souhaité une « révolution plus rationnelle » ! Il déplore aussi les attaques personnelles contenues dans le tract. Mais quand cet expert éminent écrit que le football « a, lui aussi, le plus grand besoin de ce qui fait le fond de la " crise " actuelle : contestation, ouverture, échanges, responsabilités, participation », il prend aussi le train en marche, entraînant son hebdomadaire sur ce terrain nouveau. Espérant des retombées positives pour le football français, Jacques Ferran justifie, au moins en partie, l'action des meneurs du 22 mai³.

Autre surprise : par la plume de Robert Vergne, le *Miroir des sports*⁴ va jusqu'à regretter que le mouvement n'ait pas eu des suites immédiates plus décisives — « la grande masse des licenciés persiste à être tenue très éloignée des chemins de leur sport, à tous les niveaux, dans tous les domaines » — et que les contestataires n'aient pas été plus loin : « Si le vent de l'Histoire avait soufflé un peu plus fort dans un certain sens, le football aurait été bien heureux d'avoir eu sa petite révolution, ne serait-ce que pour ne pas être complexé vis-à-vis des autres ».

Robert Vergne parle d'un « échec immédiat » qu'il attribue à l'indifférence des joueurs aux conditions de la pratique de leur sport et à l'indifférence de la population et en particulier des intellectuels, fers de lance de Mai 1968 sur d'autres terrains. Il ne voit pas qu'il ait été question de sport lors des multiples débats de mai. Au total, les « enragés » de l'avenue d'Iéna aurait provoqué un simple dépoussiérage.

De fait, André Mérelle constate que le pouvoir des notables a bien résisté à la tempête : « Alors même que dans les autres sphères sociales nous assistons à une remise en cause de la notion d'autorité, alors même qu'à l'école, à l'Université, des orientations nouvelles se font jour ... le football reste le domaine d'autocrates non éclairés. Pas question pour eux de partager le pouvoir, il le leur faut tout entier, il leur faut s'imposer à défaut de se faire comprendre »⁵.

○ LES ACQUIS DE L'APRÈS-MAI

Est-ce à dire que le processus de réaction a prédominé ? Cela est particulièrement vrai dans le domaine de la conception du jeu. Sur proposition du Conseil fédéral, le promoteur du jeu moderne, défensif et rigoureux, Georges Boulogne, accède au poste nouveau de directeur national du football, nommé par le gouvernement. Comme tel, il va diriger les stages de formation des entraîneurs et quasiment délivrer les diplômes. Il est plus que jamais en mesure d'imposer ses vues. Ce qu'il fera désormais. En désaccord avec lui, certains joueurs déclarent préférer renoncer à la carrière d'entraîneur⁶.

Après avoir accompagné un court instant le mouvement de contestation, l'UNFP rentre bientôt dans le rang. Dans une lettre déférente du 16 juillet, Michel Hidalgo prend

1. Comme Boulogne, Dugauguez avait d'abord été instituteur.

2. *France-Football*, 11 juin 1968.

3. *Ibid.*

4. *Le Miroir des sports*, 20 juin 1968.

5. Daniel Watrin, *op. cit.*

6. Il est cependant patent que Georges Boulogne n'a pas usé de son pouvoir pour barrer la route aux candidats-entraîneurs opposés à ses vues sur le système de jeu.

ses distances par rapport à l'Association française des footballeurs. Tout en rappelant cependant le caractère ouvrier et populaire de la masse des pros et des spectateurs, il déclare compter exclusivement sur le dialogue avec le Groupement et souligne que l'UNFP rejette toute « anarchie » ou « désordre », ou encore « les tendances minoritaires ». L'Association elle-même connaît une résurgence au début des années 1970, lorsque le Secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports oblige les équipes de division d'honneur à engager un entraîneur diplômé et appointé. Un Mouvement Football Progrès voit le jour en 1973 autour de quelques clubs bretons dont surtout le Stade lannhannais et quelques équipes parisiennes. Tous étaient favorables au jeu offensif et reprennent ainsi le flambeau du *Miroir du football* et des enragés de mai 1968. On en reste là. Toute politisation du monde du football s'est avérée impossible.

En fait, seul le recul permet de constater que les contestataires de Mai ont obtenu des résultats positifs. Ainsi, dès les premières semaines, le bureau fédéral a renoncé à imposer la fameuse licence B, considérée comme une intolérable atteinte à la liberté des joueurs : une victoire incontestable du Mouvement de mai, qui a fait reculer le pouvoir dirigeant. De même, le processus de réforme animé par Fernand Sastre a reçu un coup d'accélérateur. Parmi les principaux acquis, notons la meilleure représentation des clubs de tout niveau, donc une amélioration de la démocratie, ainsi que l'entrée des joueurs dans les instances dirigeantes, de même d'ailleurs que les entraîneurs, ce que Boulogne avait réclamé depuis des années.

C'est aussi le mouvement de contestation qui a contribué, au cours des mois suivants, à provoquer l'éloignement de quelques personnalités visées en mai. C'est ainsi que le président de la Fédération, Antoine Chiarioli, a cédé son fauteuil à la fin de l'année. Le poste de secrétaire général cessant désormais d'être attribué à un administratif pour

revenir à un élu, afin d'améliorer le fonctionnement démocratique, Pierre Delaunay préfère se retirer plutôt que d'être réduit au rôle moins influent de directeur administratif exclu des réunions du bureau fédéral.

De même, au sein du football professionnel, la période postérieure à mai 1968 a ouvert une ère de turbulences et de transformations historiques. La discussion relative à l'instauration d'un contrat à temps librement négocié par les joueurs démarre enfin. Les présidents tentent bien de résister et commencent par diminuer les salaires en prévision de la perte du capital-joueur qui doit découler de la réforme. La menace de grève devient alors sérieuse. Aussitôt, l'union se refait entre les dirigeants, le Groupement et la presse sportive. En janvier 1969, un statut professionnel nouveau voit le jour qui doit entrer en application la saison suivante. Le processus ne fait que commencer ; les dirigeants résistent et il faut attendre 1973 pour voir naître la Charte du football professionnel. Pour y parvenir, une grève générale des joueurs pros fut nécessaire en décembre 1972. C'est aussi l'accélération de tout le processus de réforme amorcé en mai 1968 qui a permis à Georges Boulogne de mener à bien ses grandes réalisations dans le domaine de la formation : au sein des clubs, au niveau national avec le Centre national de Vichy.

En définitive, le Mai des footballeurs présente beaucoup de similitudes avec les autres mouvements de contestation et de revendication. Il révèle les mêmes méthodes d'action de type spontané contre les notables. Il véhicule des rêves de démocratie directe et de rejet de toute hiérarchie, à l'instar de la révolte étudiante. Mais parallèlement, il a conduit à reprendre des revendications plus concrètes, déjà traditionnelles, à l'imitation du mouvement ouvrier. Le Mai des footballeurs a cependant été exceptionnellement minoritaire, eu égard aux 600 000 licenciés ; il n'a connu aucune extension hors de Paris ou même hors de l'avenue d'Iéna. Quant aux acquis, on observe les mêmes

caractéristiques que dans les autres secteurs : des concessions immédiates, un processus de réaction, mais aussi des départs significatifs à plus ou moins brève échéance parmi les anciens responsables et, enfin, un train particulièrement dense de réformes réalisées dans les mois et les années ultérieurs, plus ou moins en rapport avec les revendications de Mai 68. On retrouve même, à longue échéance, cet itinéraire symbolique de beaucoup d'anciens soixante-huitards : André Mérelle, « leader », du Mouvement, est devenu l'un des entraîneurs nationaux du Centre de Vichy, nommé par Georges Bou-

logne. Comme tel, il est aujourd'hui encore l'employé de la Fédération.

□

Alfred Wahl est l'un des premiers en France à avoir investi le champ de l'histoire du football (voir, dans ce même numéro, « Le football : un nouveau territoire »). Il a présenté cette étude sur le « Mai des footballeurs » lors du colloque « Acteurs et terrains du mouvement social de 1968 », organisé en mars 1988 par le Centre de recherches sur l'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme (Université de Paris I).